

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Royaume-Uni

Une publication du SER de Londres
Semaine du 22 au 28 avril 2025

Sommaire

Le chiffre de la semaine : le déficit public	2
Graphique de la semaine.....	2
En bref	3
Actualités macroéconomiques	3
CONJONCTURE	3
MARCHE DU TRAVAIL	4
POLITIQUE MONÉTAIRE.....	4
Actualités commerce et investissement	5
COMMERCE	5
SANCTIONS.....	6
Actualités financières	6
REGLEMENTATION FINANCIERE	6

Le chiffre de la semaine : le déficit public

En mars, dernier mois de l'exercice 2024-25, l'emprunt public mensuel s'établit une nouvelle fois au-dessus des prévisions budgétaires d'octobre de l'Office for Budget Responsibility (OBR), selon le [Bureau des statistiques nationales](#). Le solde mensuel des administrations publiques britanniques a été en déficit de 16,4 Md£, soit 2,6 Md£ de plus qu'en mars 2024 et 0,7 Md£ de plus que la [prévision](#) de l'OBR pour ce mois-ci. **L'emprunt public (i.e., le déficit public) pour l'ensemble de l'exercice budgétaire 2024-25 (avril 2024 – mars 2025) atteint 151,9 Md£, ou 5,3 % du PIB.**

Le déficit est ainsi supérieur de 20,7 Md£ à l'an dernier, et supérieur de 24,4 Md£ par rapport à la trajectoire prévue par l'OBR en octobre. Par rapport à la prévision de début d'année (mars 2024), l'écart est de 64,7 Md£ (+74 %). Ainsi, en mars 2025, la dette publique britannique (au sens de Maastricht) s'élève à 99,6%. La nouvelle mesure d'endettement considérée dans les règles budgétaires – le passif financier net (PSNFL) – atteint 83,5 % du PIB.

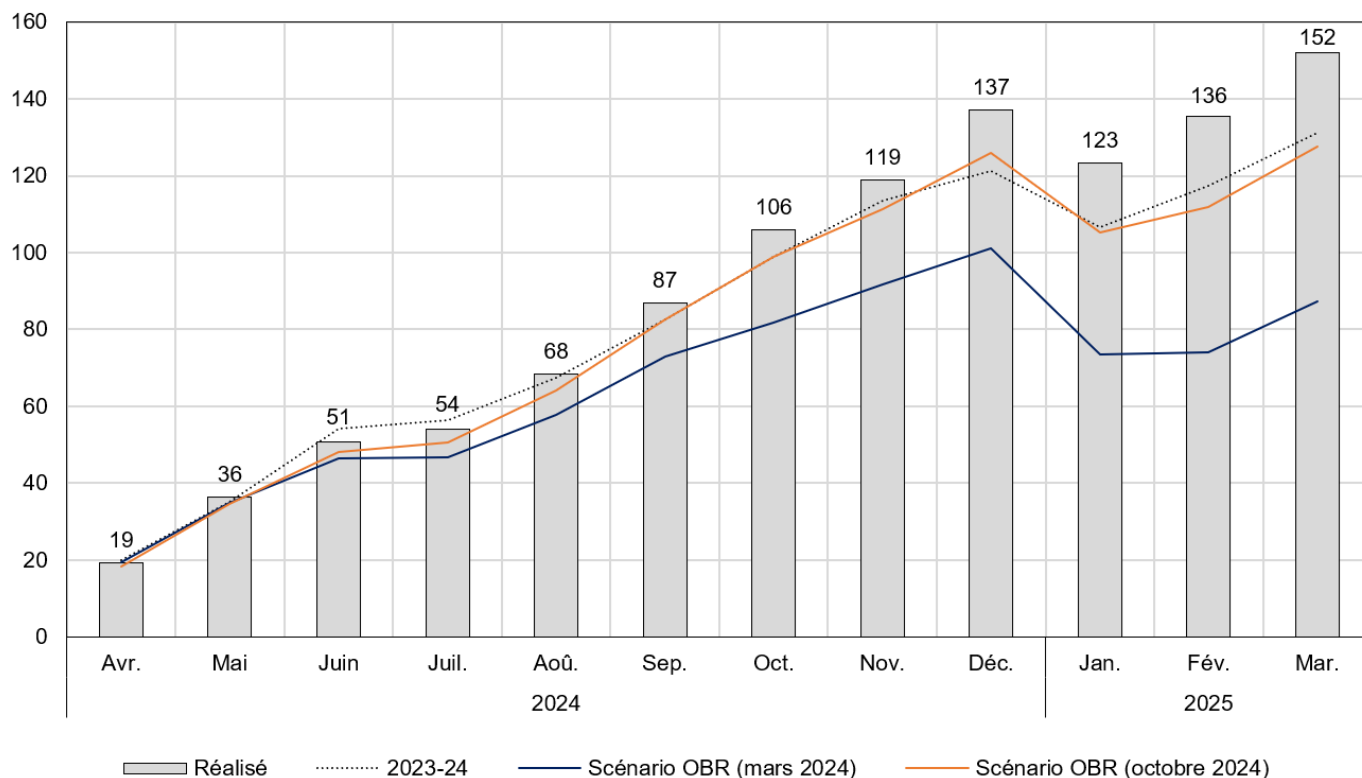
LE CHIFFRE À RETENIR

152 Md£

Graphique de la semaine

Source : Bureau des statistiques nationales (ONS), 21 mars 2025.

Évolution mensuelle du déficit public britannique (2024-25, Md£)



Source : Bureau des statistiques nationales (ONS), 23 avril 2025.

En bref

- La livre sterling s'apprécie par rapport à l'euro et atteint 1,1756 € (+1,2 % sur la semaine). Face au dollar américain, la livre se déprécie légèrement, à 1,3348 \$ (-0,2 % sur la semaine).
- Au 28 avril, le rendement du gilt (obligation souveraine) à 10 ans s'établit à 4,53 %, en baisse par rapport à la semaine passée (-2 pdb). Le gilt à 30 ans descend à 5,35 % (-4 pdb), mais reste à un niveau historiquement haut.
- Les autorités britanniques [imposent](#) des droits anti-dumping provisoires sur les importations d'huiles pour moteurs et de fluides hydrauliques en provenance de Lituanie et des Emirats arabes unis.
- La CMA (autorité de la concurrence britannique) [lance](#) une consultation publique à propos des effets sur la concurrence du régime de contrôle des subventions.
- Le Trésor britannique soumet son [projet](#) de texte législatif sur le UK CBAM (mécanisme d'ajustement carbone aux frontières britannique qui doit entrer en vigueur en janvier 2027) à des consultations techniques ouvertes jusqu'au 3 juillet. Le projet soumis à consultation est accompagné d'une [factsheet](#).
- Le gouvernement britannique annonce le [déploiement](#) accéléré de 300 M£ de fonds publics en soutien à l'investissement dans la filière de l'énergie éolienne offshore et adresse une lettre publique aux investisseurs privés afin de les encourager à financer le déploiement des énergies renouvelables au Royaume-Uni.
- Le gouvernement britannique [annonce](#) son intention de [revoir](#) le traitement douanier des colis de faible valeur (la France ayant également fait une annonce semblable).

Actualités macroéconomiques

Conjoncture

Le FMI abaisse sa prévision de croissance pour le Royaume-Uni en 2025 et 2026. Dans ses [Perspectives économiques mondiales](#) d'avril 2025, le FMI prévoit une expansion de l'économie britannique de +1,1 % en 2025 (-0,5 pt) puis +1,4 % en 2026 (-0,1 pt). Le FMI justifie cette forte baisse de la prévision pour 2025 par les défis intérieurs auxquels le Royaume-Uni fait face, plutôt que les incertitudes internationales qui découlent de la guerre commerciale déclarée par les États-Unis. D'une part, le ralentissement de l'économie au second semestre de 2024 induit dès le départ un plus faible acquis de croissance pour 2025. D'autre part, la faiblesse de la consommation privée devrait se poursuivre, dans un contexte de rebond de l'inflation et d'une hausse prolongée des rendements obligataires. Enfin, les droits de douane appliqués sur les importations américaines en provenance du Royaume-Uni pèseront négativement sur la croissance. Tout de même, la prévision du FMI demeure légèrement supérieure à celle de l'OBR (Office for Budget Responsibility) pour 2025 (+1,0 %). Le FMI anticipe quatre baisses de taux directeur dans l'année alors que l'OBR n'en prévoyait que trois au moment d'établir sa prévision en mars; cette différence d'hypothèses sur le rythme de l'assouplissement monétaire conduit par la Banque d'Angleterre s'explique justement par un ajustement de politique face aux droits de douane de l'administration Trump.

En avril, la confiance des consommateurs rechute en raison des craintes autour de la guerre commerciale déclarée par les États-Unis et de la hausse du coût de la vie. L'indice de confiance des consommateurs de [GfK](#) s'établit à -23 en avril (après -19 en mars), traduisant un renforcement du pessimisme des consommateurs. Partant d'un indice ayant chuté en amont du budget d'automne 2024 (-21), il remontait jusqu'alors doucement la pente (-17 en décembre). Outre la hausse du coût de la vie marquée en

avril (prix de l'énergie, taxe d'habitation, *stamp duty* sur les transactions immobilières ...), les consommateurs s'inquiètent aussi des conséquences des droits de douane annoncés par Donald Trump. Ce mois-ci, la chute de l'indice provient d'une baisse de tous les sous-composants. D'une part, les sondés sont davantage pessimistes quant à leur situation financière personnelle (passée et anticipée). D'autre part, et surtout, les composantes de l'indice liées à la perception de la situation économique du pays ont fortement diminué. Enfin, le sous-indice du comportement d'achat des sondés, traduisant la volonté des consommateurs d'effectuer une grosse dépense, s'est lui aussi dégradé. *L'indice prend en compte la situation financière personnelle des sondés (passée et anticipée), la perception de la situation économique globale par les sondés (passée et anticipée) et le comportement d'achat des sondés.*

Selon les premières estimations ([flash](#)), les indices PMI britanniques témoignent d'un repli notable de l'activité en avril. Selon les directeurs d'achat, l'activité du secteur privé connaîtrait un recul marqué en avril. Le PMI composite descend à 48,2 (après 51,5 en mars), du fait de la baisse conjointe du PMI des services et de la production manufacturière. En effet, l'indice PMI des services a reculé à 48,9 (après 52,5) et l'indice PMI de la production manufacturière à 44,0 (après 45,3). L'indice des services est au plus bas depuis 27 mois, quand l'indice manufacturier est au plus bas depuis 32 mois. Ces dynamiques s'expliquent par les tensions commerciales mondiales (droits de douane américains), l'augmentation des coûts pour les entreprises (cotisations patronales et salaire minimum), une incertitude croissante et un pessimisme accru des consommateurs qui pèsent sur la demande. *Un indice supérieur à 50 indique une hausse de l'activité par rapport au mois précédent, tandis qu'un indice inférieur à 50 en traduit une contraction.*

Marché du travail

Le nombre jeunes sans emploi ni formation inquiète les entreprises. La British Chambers of Commerce (BCC) [s'inquiète](#) du constat concordant entre différentes sources de données sur le marché du travail, selon lequel près d'un million de jeunes (16-24 ans) sont sans emploi ni apprentissage ou études (« NEET », *not in education, employment or training*). D'une part, la jeune génération est confrontée à des obstacles croissants pour s'insérer sur le marché du travail, comme en témoigne le faible nombre d'offres d'emploi pour les jeunes diplômés. D'autre part, des problèmes de santé mentale affecteraient un quart de cette population, selon un rapport de la BCC. Craignant la marginalisation d'une génération, la BCC appelle à la prise de mesures urgentes, telles que des subventions à l'embauche de jeunes peu qualifiés, des allègements fiscaux pour les entreprises investissant dans des services de soin au travail, un encouragement du travail flexible, et de la formation professionnelle.

Politique monétaire

Le gouverneur de la Banque d'Angleterre [considère](#) devoir prendre au sérieux les risques pesant sur la croissance mondiale induits par la guerre commerciale. En déplacement à Washington D.C. à l'occasion des Assemblées de printemps du FMI, le gouverneur Andrew Bailey a insisté sur l'importance du libre-échange pour la croissance économique britannique. Le Royaume-Uni étant une économie très ouverte, il serait touché par le ralentissement du commerce mondial – au-delà d'une dégradation de la relation commerciale bilatérale avec les États-Unis. En outre, le gouverneur se montre prudent au sujet de la stabilité des marchés financiers – qui, jusque-là, sont restés fonctionnels malgré les annonces tarifaires. La Banque d'Angleterre surveille tout de même le risque d'une liquidation rapide d'obligations américaines. Enfin, il laisse entendre par la même occasion que le Comité de politique monétaire pourrait procéder à une probable baisse de taux directeur (-25 pb) lors de sa prochaine réunion le 8 mai.

Actualités commerce et investissement

Commerce

Selon Megan Greene, les conséquences des droits de douane américains sont ambivalentes et incertaines, aussi bien sur la croissance que l'inflation, en raison des effets de change et de détournement du commerce. Megan Greene, membre externe du Comité de politique monétaire de la Banque d'Angleterre, a partagé son [analyse](#) des conséquences des droits de douane américains sur l'économie britannique. (i) En théorie, l'application de droits de douane américains sur les importations en provenance du reste du monde constitue un choc de demande négatif pour les pays exportateurs, conduisant à affaiblir la croissance et l'inflation. Or, les producteurs étrangers peuvent aussi réorienter leurs exportations vers de nouveaux marchés, en ajustant leurs prix à la baisse, de telle sorte que le coût des importations se réduise pour le Royaume-Uni. En revanche, l'entrée de nouveaux produits à bas coût au Royaume-Uni aurait un effet incertain sur le PIB : le revenu réel et la consommation seraient stimulés, mais la production locale défavorisée. (ii) En outre, toute perturbation des chaînes d'approvisionnement induite par les droits de douane conduirait à des hausses de prix et un ralentissement de l'activité. (iii) Enfin, au sujet des taux de change, l'application de tels droits de douane aurait pour effet théorique d'apprécier le dollar américain. Les exportations britanniques gagneraient relativement en compétitivité, mais les importations se renchériraient : la croissance et l'inflation augmenteraient. Or, le climat d'incertitude actuel a plutôt conduit à la dépréciation du dollar américain : une telle situation pèserait sur la compétitivité extérieure du Royaume-Uni et agirait donc négativement sur la croissance et l'inflation. Quoi qu'il en soit, à la lumière de ces scénarios, l'incertitude prime.

Le gouvernement britannique prévoit de donner son accord à l'ajout de quatre nouveaux textes au Cadre de Windsor lors du prochain Comité conjoint de l'Accord de retrait. Les [règles](#) européennes en matière de protection des indications géographiques pour les produits industriels et d'artisanat vont être [ajoutées](#) au Cadre de Windsor et s'appliqueront à l'Irlande du Nord, malgré le [rejet](#) de la motion d'applicabilité par les députés de l'assemblée nord-irlandaise en mars 2024 : le gouvernement britannique estime en effet que la mise en œuvre de ces règles de l'UE en Irlande du Nord ne créeront pas de barrière réglementaire à l'intérieur du Royaume-Uni. De plus, le gouvernement britannique [prévoit](#) de donner son accord à l'ajout de trois autres textes concernant la réduction des droits de douane sur les produits importés depuis l'Ukraine et la Moldavie ([Règlements \(UE\) 2024/1392 et 2024/1501](#)) ainsi que les déclarations d'empreinte environnementale des matières premières critiques ([Règlement \(UE\) 2024/1252](#)). En revanche, le ministre en charge des relations avec l'UE, Nick Thomas-Symonds, prévoit de solliciter d'abord un échange d'information auprès de la Commission concernant les règles en matière d'intelligence artificielle et de cybersécurité que l'Union européenne propose d'ajouter au Cadre de Windsor.

La Chancelière de l'Echiquier [s'exprime](#) sur la perspective d'un accord commercial entre le Royaume-Uni et les États-Unis, en marge des assemblées de printemps du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale. La chancelière, Rachel Reeves, s'est entretenue avec son homologue américain, Scott Bessent. Les discussions ont notamment porté sur la perspective d'un [accord](#) commercial bilatéral sans qu'aucune des parties ne se soit engagée sur un calendrier de négociation. Dans ce contexte, la [chancelière](#) a rappelé que le Royaume-Uni n'accepterait pas de baisser ses standards sanitaires ni de compromettre ses règles en matière d'importations de poulet lavé au chlore et de bœuf aux hormones. En revanche, elle a plaidé en faveur d'une réduction des barrières tarifaires, notamment dans le secteur automobile. Elle

a également pris soin de [souligner](#) l'importance de l'Union européenne dans les échanges commerciaux du Royaume-Uni et a fait part [d'inquiétudes](#) partagées avec l'administration américaine sur les déséquilibres commerciaux mondiaux.

Sanctions

Le Royaume-Uni introduit un nouveau paquet de [sanctions](#) commerciales à l'encontre de la Russie. Ces [nouvelles](#) mesures incluent notamment des interdictions d'exportations sur certains produits tels que les produits chimiques, les composants électroniques ou encore certains métaux. De plus, les autorités britanniques ont introduit une interdiction du transfert, de la mise à disposition et de la fourniture de services accessoires liés à certaines technologies, en particulier dans l'industrie de pointe et l'énergie. Enfin, les interdictions d'importation en provenance de Russie couvrent désormais les [diamants](#) de synthèse traités dans des pays tiers ainsi que l'hélium.

Le Royaume-Uni met à jour son [régime](#) de sanctions à l'encontre de la Syrie afin de faciliter la reconstruction du pays. Les autorités britanniques ont retiré 12 entités de la liste de personnes nommément désignées dans le cadre du régime de sanctions à l'encontre de la Syrie, en particulier les ministres de la défense et de l'intérieur ainsi que certains médias. Certaines restrictions dans les secteurs financiers et énergétiques ont également été levées afin de faciliter les investissements dans les infrastructures.

Actualités financières

Réglementation financière

La FCA a publié un [résumé](#) de son AI Sprint, un événement organisé en janvier pour discuter des opportunités et défis liés à l'intelligence artificielle dans les services financiers. L'événement de 2 jours a mis en lumière plusieurs enjeux, notamment la nécessité de clarifier comment les réglementations existantes prennent en compte les développements opérationnels et de cas d'usage liés à l'IA. Les participants ont souligné que la confiance dans l'IA est essentielle pour favoriser son adoption par les entreprises et les consommateurs, et ont insisté sur l'importance d'une collaboration étroite entre régulateurs, entreprises, universitaires et développeurs. Ils ont aussi évoqué la création d'espaces de test sécurisés, comme les « sandboxes » de la FCA, pour soutenir le développement de solutions innovantes. En parallèle, la FCA a annoncé l'expansion de son « AI Lab » et du « Supercharged Sandbox » pour offrir davantage de ressources, de données et de flexibilité aux innovateurs.

La FCA a publié une [consultation](#) portant sur la définition du capital réglementaire pour les entreprises d'investissement. Ce texte propose de simplifier et de consolider les règles relatives au capital réglementaire, afin d'aider les entreprises à mieux comprendre et appliquer ces exigences. S'il n'est pas prévu de modifier les niveaux de capital requis, la FCA souhaite supprimer toute référence à la version du règlement européen sur les exigences de fonds propres (UK CRR), principalement dédiée aux banques et peu adaptée selon elle au modèle des entreprises d'investissement. Les changements proposés, qui visent à clarifier les règles et éliminer les éléments jugés inutiles, permettraient de réduire d'environ 70 % le volume de texte juridique relatif à ces exigences. En intégrant les nouvelles règles directement dans son Handbook, la FCA cherche à créer un cadre réglementaire plus cohérent, qui pourrait à terme servir de modèle à d'autres secteurs. La consultation est ouverte jusqu'au 12 juin.

TheCityUK a tenu sa conférence « internationale » le 24 avril, où les acteurs de la place financière de Londres ont pu débattre de la vision internationale que devrait avoir le secteur financier britannique. Le ministre délégué au commerce international

Douglas Alexander a confirmé que le Royaume-Uni chercherait à développer des accords sectoriels sur les services financiers sur le modèle de l'accord de Berne de 2023 avec la Suisse. Dans les différents [panels](#), les approches à adopter ont varié, selon que la géographie prioritaire était l'UE, la région du Golfe ou la Chine. Les appréciations étaient également variées sur les liens entre régulation et innovation, notamment dans les actifs numériques. Alors que la chief data officer de la [FCA](#) a réaffirmé la priorité donnée à un environnement réglementaire favorable aux cryptoactifs et à l'IA, des représentants d'entreprises se sont montrés plus critiques sur l'incertitude réglementaire.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :
www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Londres

Rédaction : SER de Londres

Abonnez-vous : londres@dgtresor.gouv.fr